

Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 PONTOISE

Pontoise, le 21 février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LOGICOR

134 boulevard Haussmann
75008 Paris

Références : ud95-2025-0125
Code AIOT : 0006508502

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2025 dans l'établissement LOGICOR implanté ZI PORTE OUEST Chemin de la basse Patelle 95220 Pierrelaye. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est tenue de façon inopinée et avait pour but de vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mars 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOGICOR
- ZI PORTE OUEST Chemin de la basse Patelle 95220 Pierrelaye
- Code AIOT : 0006508502
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Activité principale et chiffre(s)-clé(s)

L'entrepôt sis chemin de la Basse Patelle, sur la commune de Pierrelaye est exploité par la société LOGICOR depuis le 26/03/2015, date du courrier de notification de changement d'exploitant. Il est constitué de 4 cellules de stockage louées à plusieurs locataires, pour une superficie totale de 19 620 m².

Situation administrative

L'entrepôt a été initialement autorisé par un arrêté préfectoral du 9 août 2002. Or, dans le cadre des évolutions du site, l'exploitant a souhaité stocker des matières combustibles plastiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2662.a et 2663-2a. Un nouveau dossier d'autorisation a donc été déposé. Le site a été autorisé par un arrêté préfectoral du 4 mai 2006. Le dernier arrêté préfectoral du 18 juin 2014 a actualisé le classement du site, l'exploitant de l'époque, la société FEL souhaitant stocker des matelas pour des volumes relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2663-1.

La société LOGICOR exploite un entrepôt composé de 4 cellules. Elles sont occupées par 3 locataires différents :

- en cellule 1 : la société HOMARY qui stocke de l'équipement de maison et d'ameublement en masse ;
- en cellule 2 et 3 : la société FRANCE MED EXPRESS (environ 100 employés) qui stocke notamment de l'ameublement sur des palettiers en cellule 3 et des batteries neuves "sèches" (dépourvue d'électrolyte) au lithium de véhicules électriques en cellule 2 ;
- en cellule 4 : la société DACHSER (environ 35 employés) qui stocke du matériel de sécurité incendie sur des palettiers.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative et modification du site	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2 et article R.181-46	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, dépôt de dossier, Astreinte	3 mois
2	État des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte, Amende	/
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte, Amende	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Levée de mise en demeure
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 15	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a constaté d'une part, que l'exploitant effectue une activité de transit de déchets dangereux classée sous le régime de l'autorisation au titre de la réglementation ICPE sous les rubriques n°2718 et n°3550 sans disposer de l'autorisation requise.

En application de l'article L.171-7 du code de l'environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise de :

- mettre en demeure l'exploitant de cesser cette activité de transit de déchets dangereux ou bien de régulariser sa situation administrative conformément à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- en tant que mesure conservatoire, d'imposer à l'exploitant l'évacuation des déchets dangereux en transit sur site vers des filières dûment agréées ;
- d'ordonner le paiement d'une astreinte administrative d'un montant de 200 €/jour jusqu'à la complète évacuation des déchets dangereux en transit sur site.

D'autre part, il a été constaté que l'exploitant ne respecte pas les articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mars 2024, et que le délai imparti est dépassé. En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise :

- d'ordonner le paiement d'une amende administrative d'un montant de 6 000 € à l'exploitant ;
- d'ordonner le paiement d'une astreinte journalière d'un montant de 100€/jour à l'exploitant, et jusqu'à la mise à disposition d'un état des stocks conforme à l'article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 ;
- d'ordonner le paiement d'une astreinte journalière d'un montant de 100€/jour à l'exploitant, jusqu'à ce que l'exploitant justifie que les matières stockées soient compatibles avec la protection de type ASFR du système d'extinction automatique, assurant son bon fonctionnement conformément à l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.

2-4) Fiches de constats

Fiche de constat n° 1 : Situation administrative et modification du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2 et article R.181-46 du code de l'environnement

Thème(s) : Actions nationales 2023, Situation administrative et modification du site

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 09/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 08/03/2024

Prescription contrôlée :

Point 1.2

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :

- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;
- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;
- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;
- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;
- les différents documents prévus par le présent arrêté.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.

Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article R.181-46 du code de l'environnement

I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

[...]

Article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mars 2024 :

Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, la société implantée sur le territoire de la commune de , , est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- les dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement précité, en transmettant à l'autorité préfectorale un porter à connaissance des modifications de l'installation.

Constats :

Par courriel du 6 mars 2024, l'exploitant a transmis le porter à connaissance du Préfet relatif à l'installation d'une mezzanine en cellule 4 (occupée par la société DACHSER). Cette mezzanine a été complétée d'un système de sprinklage en dessous de celle-ci.

Ce document est conforme aux attentes et ne met pas en évidence de modification des impacts (accidentels ou chroniques) de l'installation sur l'environnement et sur son voisinage. L'inspection s'accorde avec les conclusions de l'exploitant et juge que cette modification est notable et non substantielle.

De ce fait, la non-conformité n°1 relevée lors de l'inspection du 09/11/2023 est soldée. L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mars 2024 a été suivi d'effet.

Par ailleurs, lors de la visite de la cellule n°2 occupée par la société FRANCE MED EXPRESS, l'inspection a constaté la présence d'un stockage de batteries lithium neuves de véhicules électriques (classées sous la rubrique n°1510 de la nomenclature ICPE) dans l'ensemble de la cellule, répartie en îlots sur une hauteur de 3 mètres environ. L'exploitant a précisé que ces batteries sont sèches et dépourvues de l'électrolyte permettant de conduire le courant électrique.

De plus, il a été constaté dans la cellule n°2 la présence d'une centaine de palettes de déchets de batteries et piles lithium conditionnées dans des fûts remplis de vermiculite, en transit sur le site. Ces déchets sont référencés, selon leurs étiquettes, sous le code déchets 16 06 05 : « *autres piles et accumulateurs* ». Toutefois, il apparaît que ce type de déchets constitue un risque significatif pour la sécurité incendie, notamment au vu du retour d'expérience national du secteur du déchet. De ce fait, ces déchets sont à considérer en tant que déchets dangereux.

Suite à la visite, il a été demandé à l'exploitant de préciser la quantité déchets stockés sur site. Par téléphone le 28/01/2025 l'exploitant a précisé qu'il effectuait du transit de déchets classés sous le code déchet :

- en majeure partie 16 06 05 (« *autres piles et accumulateurs* ») ;
- 16 01 21* (« *composants dangereux autres que ceux visés aux rubriques 16 01 07 à 16 01 11, 16 01 13 et 16 01 14* ») ;

- 20 01 33* (« piles et accumulateurs visés aux rubriques 16 06 01, 16 06 02 ou 16 06 03 et piles et accumulateurs non triés contenant ces piles »).

Puis par courriel du 03/02/2025, l'exploitant a précisé avoir en transit sur site uniquement des déchets classés sous le code 16 06 05 pour un volume de 59,22 tonnes.

De ce fait, il est constaté que **l'exploitant réalise une activité de transit et de stockage temporaire de déchets dangereux pour un volume de 59,22 tonnes sur son site**. Ainsi, l'exploitant dépasse le seuil de classement sous le régime de l'autorisation (fixé à 50 tonnes) au titre de la rubrique n°3550 et dépasse le seuil de classement sous le régime de l'autorisation (fixé à 1 tonne) au titre de la rubrique n°2718 de la nomenclature ICPE. Pour rappel, l'installation n'est pas autorisée au titre de ces rubriques ICPE. Ceci constitue une non-conformité.

Non-conformité n°1 : L'exploitant réalise une activité de transit de déchets dangereux sur son site sans être autorisé pour cette activité ICPE classable au titre des rubriques ICPE n°3550 et n°2718 conformément aux seuils fixés à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement. En application de l'article L.171-7 du code de l'environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise de :

- mettre en demeure l'exploitant de cesser cette activité de transit de déchets dangereux ou bien de régulariser sa situation administrative conformément à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- en tant que mesure conservatoire, d'imposer à l'exploitant l'évacuation des déchets dangereux en transit sur site vers des filières dûment agréées ;
- d'ordonner le paiement d'une astreinte administrative d'un montant de 200 €/jour jusqu'à la complète évacuation des déchets dangereux en transit sur site.

Le montant de l'astreinte est fixé en considérant l'augmentation du risque accidentel, et notamment d'incendie, induit par le stockage de ces déchets dangereux sur site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier, Astreinte

Proposition de délais : 3 mois

Fiche de constat n° 2 : État des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.

Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 09/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 08/03/2024

Prescription contrôlée :

I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mars 2024 :

La société est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- les dispositions de l'article 1.4 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, en rendant disponible et accessible à tout moment l'état des stocks des produits stockés sur site.

Constats :

L'inspection s'est rendue sur site de façon inopinée le 28/01/2025 afin de vérifier la mise à disposition d'un état des stocks à destination des services de secours en cas de sinistre. L'inspection a rencontré les locataires : société HOMARY, société FRANCE MED EXPRESS et société DACHSER.

Les locataires n'ont pas été capables de présenter un état des stocks permettant d'être exploité par les services de secours en cas de sinistre. Ils ont indiqué ne pas avoir été informé par l'exploitant ICPE : la société LOGICOR, de la mise en place d'une boîte d'information ou d'un autre moyen de capitalisation des données, permettant de rendre disponible en toute circonstance l'état de stocks et le plan de défense incendie pour les services de secours.

En cas de sinistre, aucune information n'est mise à la disposition des services de secours afin d'évaluer la dangerosité des produits stockés et les quantités associées.

Par courriel du 14/02/2025, l'exploitant a indiqué avoir signé le contrat pour la mise en place de l'outil de gestion des stocks DOCSTOCK sur ses différents sites, et en priorité sur l'installation de Pierrelaye.

De ce fait, l'inspection constate que l'exploitant ne respecte pas l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mars 2024, et que le délai imparti est dépassé. En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise :

- d'ordonner le paiement d'une amende administrative d'un montant de 3000 € à l'exploitant ;
- d'ordonner le paiement d'une astreinte journalière d'un montant de 100€/jour à l'exploitant, et jusqu'à la mise à disposition d'un état des stocks conforme à l'article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.

Les montants de l'amende administrative et de l'astreinte sont fixés en considérant l'absence d'information sur les produits stockés sur site pour les services de secours en cas de sinistre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte, Amende

Fiche de constat n°3 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b La détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/11/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 08/01/2024
Prescription contrôlée : <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p> <p>-----</p> <p>Non-conformité n°3 de l'inspection du 09/11/2023 : le bon état de fonctionnement de la détection incendie n'est pas assuré contrairement à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017. L'exploitant transmettra des justificatifs pour le remplacement des batteries.</p>
Constats : <p>Par courriel du 01/03/2024, l'exploitant a transmis le bon d'intervention de la société CHUBB daté du 21/02/2024 pour le remplacement des batteries de l'installation de détection incendie.</p> <p>De ce fait, la non-conformité n°3 relevée lors de l'inspection du 09/11/2023 est soldée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

Fiche de constat n°4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/11/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 08/03/2024
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <p>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</p> <p>b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.</p> <p>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</p> <p>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;</p> <p>- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.</p> <p>L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à</p>

autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mars 2024 :

La société est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- les dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, en justifiant le bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.

Constats :

Par courriel du 14/02/2025, l'exploitant a transmis le compte-rendu de vérification semestrielle de l'installation de sprinklage (Q1) daté du 09/10/2024 et réalisé par la société AAI. Ce compte-rendu met toujours en évidence des non-conformités pouvant mettre en échec le fonctionnement de l'installation de sprinklage, et notamment concernant la compatibilité du système vis-à-vis des matières stockées qui ont été constatées : à savoir des batteries lithium de véhicules électriques et des matelas.

Des non-conformités avec risque de mise en échec de l'installation de sprinklage sont également relevées concernant les groupes motopompe ainsi que la cuve (fuite importante). L'exploitant a indiqué avoir passé la commande pour réparer ces non-conformités.

Il a été constaté la présence d'un stockage de batteries lithium neuves sèches, c'est-à-dire dépourvues d'électrolyte, de véhicules électriques dans l'ensemble de la cellule n°2 et de matelas uniquement au niveau du sol dans des racks de la cellule n°3.

Ainsi, le bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie n'est pas assuré.

De ce fait, l'inspection constate que l'exploitant ne respecte pas l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mars 2024, et que le délai imparti est dépassé. En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise :

- d'ordonner le paiement d'une amende administrative d'un montant de 3000€ à l'exploitant
- d'ordonner le paiement d'une astreinte journalière d'un montant de 100€/jour à l'exploitant, jusqu'à ce que l'exploitant justifie que les matières stockées soient compatibles avec la protection de type ASFR du système d'extinction automatique, assurant son bon fonctionnement conformément à l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.

Les montants de l'amende administrative et de l'astreinte sont fixés en considérant l'absence de justification du bon fonctionnement du système d'extinction automatique en cas de sinistre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte, Amende

Fiche de constat n°5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Installation électriques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/11/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 08/03/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>[...]</p> <p>-----</p> <p><u>Article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mars 2024 :</u></p> <p>La société est mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none">- les dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, en transmettant le rapport de vérification des installations électriques dans les cellules 2 et 3. Ce rapport justifiera le bon état sécuritaire de l'installation électrique.
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 03/01/2024, l'exploitant a transmis le compte rendu de vérification périodique des installations électriques (Q18) des cellules n°2 et n°3, réalisé par la société BUREAU VERITAS et daté du 05/12/2023. Ce rapport ne met pas en évidence de danger majeur concernant ces installations électriques.</p> <p>De ce fait, la non-conformité n°5 relevée lors de l'inspection du 09/11/2023 est soldée. L'article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mars 2024 a été suivi d'effet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure